

BIENVENUE DANS LA RÉALITÉ

DAVET ET LHOMME DÉCOUVRENT LE 93

C'est un livre aussi passionnant qu'inquiétant. Pendant près d'un an, Gérard Davet et Fabrice Lhomme, enquêteurs reconnus du *Monde*, ont dirigé cinq étudiants en journalisme qui ont arpenté la Seine-Saint-Denis. Leur mission : déceler les traces concrètes de l'islamisation du département le plus pauvre de France, un sujet qui « effraye les tenants du politiquement correct », comme l'admettent Davet et Lhomme. L'initiative est partie de l'une des confidences retentissantes de François Hollande aux deux journalistes dans *Un président ne devrait pas dire ça* : « Qu'il y ait un problème avec l'islam, c'est vrai. Nul n'en doute. »

Saluons-le d'emblée : l'enquête est remarquable par son contenu et sa rigueur, servie par une galerie d'acteurs et de témoins qui ont accepté de parler sans réclamer l'anonymat. De cette directrice d'école qui se bat face aux tentatives d'intrusion religieuse à cette gynécologue atterrée par l'obscurantisme de ses patientes, de ces élus qui se livrent à toutes les compromissions pour s'attirer les faveurs des électeurs musulmans à ce syndicaliste qui réclame des salles de prière dans les dépôts de la

RATP, le tableau dressé est édifiant. Les auteurs l'écrivent d'ailleurs noir sur blanc : « *Oui, l'islamisation est à l'œuvre en Seine-Saint-Denis.* » Dans ce département où une bonne moitié de la population est musulmane, selon les estimations officielles, une contre-société s'installe, avec ses codes et ses valeurs propres, en rupture avec la République.

Nul doute que l'intérêt porté par le duo Davet-Lhomme à ce sujet brûlant attirera les projecteurs, et c'est tant mieux. Mais en lisant cet ouvrage survient la désagréable impression que les sommités du *Monde* sont plus écoutées que ceux qui tirent la sonnette d'alarme depuis des années. Pourquoi ces résistants de terrain n'ont-ils pas eu droit à la même attention ? On peut d'autant plus le regretter que le temps perdu joue pour les islamistes, et donc contre la France. Car, à la lecture de cette enquête implacable, on réalise l'immense poids des lâchetés et abandons successifs, et peu de solutions pour les surmonter surgissent. Comme s'il était déjà trop tard. ■ LOUIS HAUSALTER

Inch'allah : l'islamisation à visage découvert, sous la direction de Gérard Davet et Fabrice Lhomme, Fayard, 300 p., 20 €.

MERCI, CONFRÈRE !

L'OMBRE DE LA MOSQUÉE

Le 2 novembre 2016, en plein état d'urgence, le préfet des Yvelines avait ordonné la fermeture de la mosquée salafite d'Ecquevilly, petite ville des Yvelines, sur la foi d'accusations de prêches violents. Trois semaines durant, *la Croix* a enquêté dans cette agglomération située à 40 km de Paris, pour constater que rien, ou presque, n'a changé. La chape de plomb qui s'était déployée à l'ombre de la mosquée est toujours là. Les habitants se taisent, à commencer par les femmes. Les signes extérieurs d'habillement attestent l'emprise religieuse. Une nouvelle mosquée est en construction sans que l'on sache qui va la diriger. L'ancien imam, Youssef Bounouader, alias « Abou Anas », connu pour ses dérapages, traîne dans le coin tout en poursuivant ses activités commerciales lucratives. Pas facile de sortir d'un imbroglio politico-religieux explosif. ■ F.D.

LE
PIÈGE
DES
MOTS

PAR HENRI PENA-RUIZ

ANTISIONISME ET ANTI-SÉMITISME : PAS D'AMALGAME !

Si l'on veut garder sa force à la lutte contre le racisme, il faut éviter toute confusion entre le rejet d'un peuple et le rejet d'un projet politique. L'antisionisme n'est pas une « forme réinventée d'antisémitisme », comme le prétend Emmanuel Macron. Le fait que des antisémites se déguisent souvent en antisionistes ne prouve nullement l'identité des deux notions. Eichmann se disait kantien... Faut-il rendre Kant responsable de la Shoah ? Le sionisme est un projet politique inspiré à Theodor Herzl par l'affaire Dreyfus, qui le fit douter de l'intégration des juifs au sein des diverses nations. D'où le projet d'un Etat où les juifs ne seraient plus victimes de discrimination. Mais le titre de son livre paru en 1896 fut ambigu (*Der Judenstaat*, « l'Etat des juifs », et non *Der Jüdische Staat*, « l'Etat juif »). Fallait-il prévoir un Etat dévolu aux seuls juifs, ou un Etat pouvant faire vivre ensemble des populations d'origines distinctes ? La question devint cruciale avec la déclaration Balfour du 2 novembre 1917, par laquelle l'Angleterre jeta les bases d'un foyer national pour les juifs, qui devait être compatible avec les droits civiques des Arabes. Lors du congrès sioniste de 1942 à New York, Martin Buber et Judah Magnes plaidèrent pour un Etat binational, contre l'avis de David Ben Gourion. Magnes avertit : « Le slogan "Etat juif" équivaut à une déclaration de guerre aux Arabes. » David Ben Gourion l'emporta. Le drame du peuple palestinien, exilé de la terre où il vivait, en a résulté. Pour celui-ci, les colonies israéliennes, hypocritement rebaptisées « implantations », et la récente décision de la Knesset de consacrer la définition de l'Etat d'Israël comme Etat juif sont des provocations. Yitzhak Rabin, pour sa part, avait décidé de faire la paix en partageant la terre. Son assassinat, en 1995, brisa le processus de paix lancé à Oslo. En Israël même, nombre de partisans d'une paix fondée sur la justice et non sur la force critiquent la tournure du sionisme et se déclarent « postsionistes ». Cette nouvelle notion prouve que le sionisme pose problème, du fait de son ambiguïté. Dès lors, pourquoi tenter d'interdire sa critique par un amalgame injurieux ? ■